

Le Président,



Yves GOASDOUE

FLERS AGGLO

**Rapport sur la situation en matière
d'égalité entre les femmes et les hommes**

Table des matières

Partie 1 Politique de ressources humaines menée par Flers Agglo en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Effectifs permanents présents au 31/12/2024

Introduction.....	5
I. Effectifs du personnel : généralités	6
A. Part des femmes et des hommes par filière	6
B. Répartition des femmes et des hommes par statut et par filière	7
1. Répartition des femmes et des hommes par statut.....	7
2. Répartition des titulaires par filière.....	7
3. Répartition des contractuels.elles sur emplois permanents par filière	8
C. Répartition par catégorie hiérarchique	9
D. Pyramide des âges	9
E. Recrutements réalisés en 2024 sur les postes permanents	10
II. Formation	11
A. Répartition femmes-hommes sur les jours de formation réalisés au 31/12/2024	11
III. Rémunération	12
A. Salaires moyens (salaires du 01/01/2024 au 31/12/2024).....	12
B. Répartition des femmes et des hommes sur les emplois à responsabilité	14
C. Répartition des femmes et des hommes en catégorie A	14
D. Avancements de grade	14
E. Promotion interne.....	15
IV. Temps de travail et articulation vie professionnelle – vie personnelle.....	16
A. Répartition temps complet / non complet	16
B. Répartition des femmes et des hommes sur le temps partiel	16
C. Congé parental	17
V. Représentativité - Dialogue social	18
D. Part des femmes et des hommes (titulaires et suppléants) au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée	18
VI. Actions mises en œuvre en matière de ressources humaines.....	19

Partie 2 Politique menée par Flers Agglo en matière d'égalité entre les femmes et les hommes -Volet territorial

Introduction.....	21
I. Présentation générale de la collectivité.....	21
II. Le volet territorial de la politique d'égalité de la collectivité	22
A. Le Contrat de Ville de Flers Agglo.....	23
B. La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD)	24
1. Accueillir, informer, orienter et accompagner les publics victimes de violences	24

2. Animer une antenne de justice	25
3. Prévenir les violences faites aux femmes par des temps forts (semaine de la prévention...)	26
4. Développer des actions en direction des victimes (groupes de paroles...)	28
5. Mettre en place des marches exploratoires impliquant les femmes et concourant à réduire notamment le sentiment d'insécurité.....	28
C. Le Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles (CLVSS).....	29
D. Projet Territorial de Cohésion Sociale	31
1. L'espace rencontre	31
2. La médiation familiale	32
3. L'accès au droit, à la justice et aux modes alternatifs de règlements des litiges	33

Partie 1

Politique de ressources humaines menée par Flers Agglo en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Effectifs permanents présents au 31/12/2024

Introduction

En application de la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et du protocole d'accord du 8 mars 2013 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique, les articles 61 et 77 de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes prescrivent aux collectivités territoriales et aux EPCI de plus de 20 000 habitants d'élaborer un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, « préalablement aux débats sur le projet de budget ».

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par le décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce dernier décret vient compléter le Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), notamment par l'article D.2311-16, en ce qui concerne les communes et les EPCI de plus de 20 000 habitants.

En substance, ce rapport doit exposer la situation en matière d'égalité intéressant le fonctionnement de la collectivité ainsi que les politiques qu'elle mène sur son territoire.

Il est porté devant l'assemblée délibérante préalablement à la préparation du budget.

Le présent rapport relatif à Flers Agglo traduit la politique ressources humaines menée par la collectivité. Il présente des éléments statistiques relatifs aux effectifs permanents ainsi que les actions mises en œuvre et les axes de réflexion en faveur de l'égalité femmes-hommes.

Le présent rapport tient compte des effectifs permanents présents au 31/12/2024 et des données statistiques couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

I. Effectifs du personnel : généralités

Un effectif de 250 agents composé de 145 femmes (58%) et 105 hommes (42%).

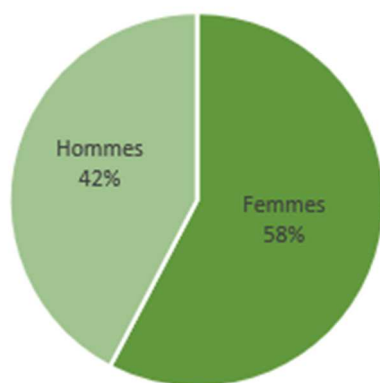
A. Part des femmes et des hommes par filière

Source : Indicateurs RSU2024 1.1.1 et 1.2.1

	Femmes
	Hommes

Filières	Femmes	Hommes	Total	% f	% h
administrative	51	15	66	77%	23%
technique	25	58	83	30%	70%
animation	12	12	24	50%	50%
culturelle	27	12	39	69%	31%
médico-sociale	24	0	20	100%	0%
sportive	6	8	12	43%	57%
TOTAL	145	105	250	58%	42%

Répartition F / H des effectifs (titulaires et non-titulaires)



Part des femmes dans la fonction publique territoriale : 61%

Source: Portail de la fonction publique - Chiffres-clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique – MAJ260423

Au sein de Flers Agglo, les femmes sont majoritaires en nombre, tous statuts confondus. Le taux de féminisation est inférieur à celui constaté dans la fonction publique territoriale (61%).

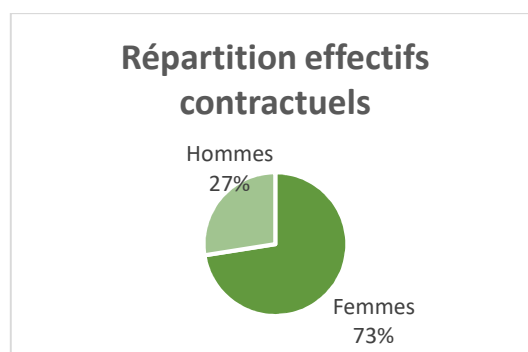
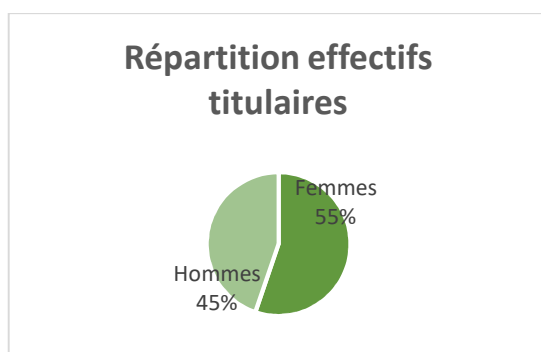
On constate que les femmes sont davantage représentées dans les filières administrative et culturelle et monopolisent la filière médico-sociale, comme l'année passée. La filière sportive regroupe plus de 50 % d'hommes mais à tendance à s'équilibrer au vu des années précédentes. Cette répartition correspond aux chiffres constatés sur le plan national : filières sociale et médico-sociale (plus de 9 femmes pour 10 agents), administrative (82 %). Seule, la filière animation reste équilibrée.

B. Répartition des femmes et des hommes par statut et par filière

1. Répartition des femmes et des hommes par statut

Source : Indicateurs RSU2024 1.1.1 et 1.2.1

	Femmes	Hommes	% femmes	% hommes
Titulaires	80%	90%	55%	45%
Contractuel-les	20%	10%	73%	27%



A l'échelle nationale, dans la FPT :

Titulaires : 61 % de femmes Contractuels : 70 % de femmes

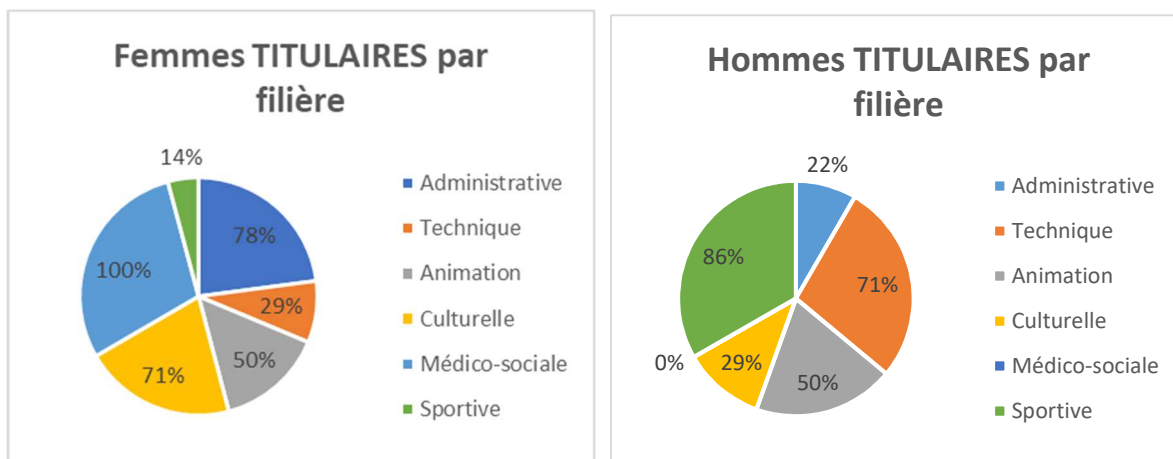
Source: Les diagnostics de l'emploi territorial au 31/12/2017 – Etudes RH – FNCDG – octobre 2020

On constate un certain équilibre des effectifs au sein des agents titulaires (55% contre 45%) et une majorité de femmes contractuelles (73% contre 27%) contre 68% en 2023. Par ailleurs, les ratios relatifs aux titulaires sont inférieurs aux moyennes nationales. Concernant les contractuels-les, le taux de féminisation a augmenté (68% à 73%). Il correspond globalement à la moyenne nationale (70%).

2. Répartition des titulaires par filière

Source : Indicateur RSU2024 1.1.1

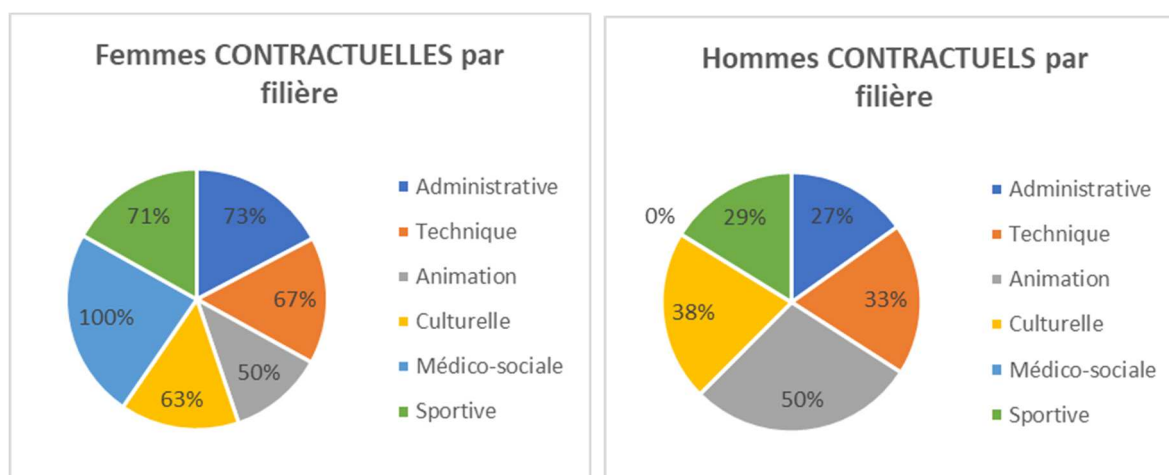
Filières	Femmes	Hommes	Total
administrative	40	11	51
technique	23	57	80
animation	11	11	22
culturelle	22	9	31
médico-sociale	19	0	19
sportive	1	6	7
TOTAL	116	94	210



3. Répartition des contractuels.elles sur emplois permanents par filière

Source : Indicateur RSU2024 1.2.1

Filières	Femmes	Hommes	Total
administrative	11	4	15
technique	2	1	3
animation	1	1	2
culturelle	5	3	8
médico-sociale	5	0	5
sportive	5	2	7
TOTAL	29	11	40



C. Répartition par catégorie hiérarchique

Source : Indicateurs RSU2024 1.1.1 et 1.2.1

	Femmes	Hommes	% Femmes	% Hommes
cat A	12	18	40%	60%
cat B	62	25	71%	29%
cat C	71	62	53%	47%
Total	145	105	58%	42%

A l'échelle nationale, dans la FPT:

Cat A: 38 % d'hommes / 62 % de femmes

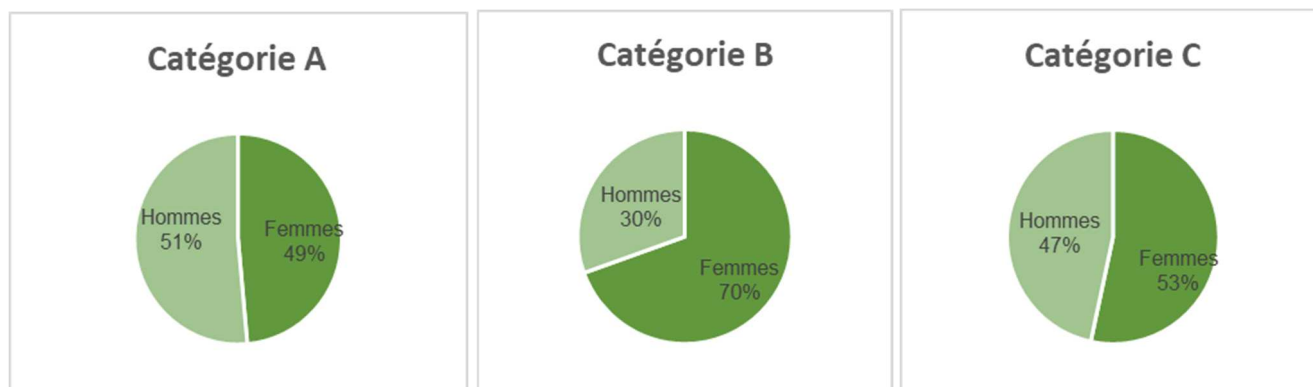
Cat B: 37 % d'hommes / 63 % de femmes

Cat C: 39 % d'hommes / 61 % de femmes

Source: Chiffres-clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

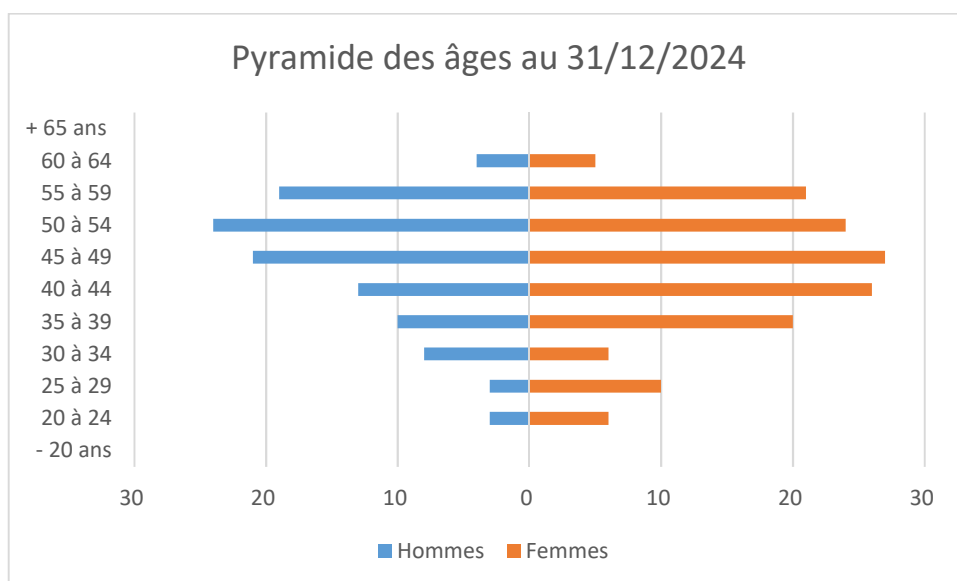
Au sein de Flers Agglo, la part des femmes reste plus importante dans la catégorie C, l'écart reste quasi constant par rapport à 2023 (48% et 53%). En 2024, on constate une légère baisse de la part des femmes dans la catégorie A. On constate une majorité de femmes en catégorie B (71%).

Pour les catégories A et C, la répartition hommes/femmes est moins déséquilibrée que sur le territoire national.



D. Pyramide des âges

Source : Indicateurs RSU2024 1.4.0



E. Recrutements réalisés en 2024 sur les postes permanents

Source : indicateurs RSU2024 1.9.2 et 1.9.3

(Chiffres arrêtés au 31/12/2024, hors remplacements, saisonniers, renforts et emplois aidés).

Catégorie	Femmes	Hommes	Total
A	2	1	3
B	4	2	6
C	4	7	11
Total	10	10	20

Au cours de l'année 2024, sur 51 postes permanents publiés (20 sur la totalité de l'année 2023), 20 agents ont intégré la collectivité sur des postes vacants.

Par ailleurs, ceux-ci profitent de manière équilibrée aux hommes et aux femmes. De nouvelles compétences à la fois féminines et masculines, sont arrivées à Flers Agglo dans toutes les catégories.

II. Formation

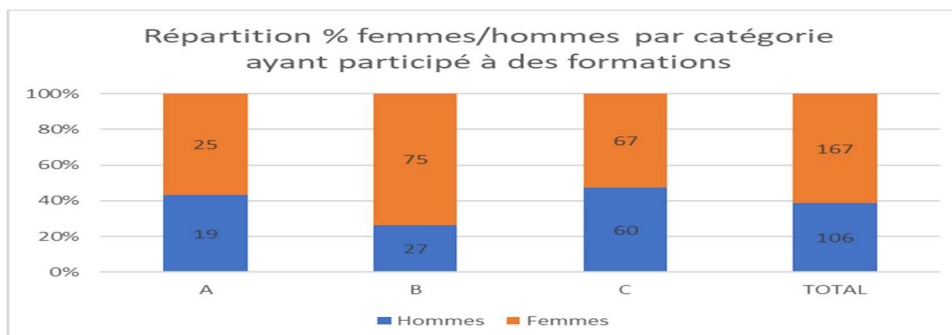
A. Répartition femmes-hommes sur les jours de formation réalisés au 31/12/2024

Source : indicateur RSU2024 5.1.1.2

Type de formations	Total journées formation (*)	Hommes	Femmes	Total
Pour les agents de catégorie A				
Préparations aux concours et examens d'accès à la F.P.T.	0	0	0	0
Formation prévue par les statuts particuliers	51	7	9	16
dont formation d'intégration	20	1	1	2
dont formation de professionnalisation	31	6	8	14
Formation de perfectionnement	89	12	16	28
Formation personnelle (hors congés formation)	0	0	0	0
Total Catégorie A	140	19	25	44
Pour les agents de catégorie B				
Préparations aux concours et examens d'accès à la F.P.T.	7	0	2	2
Formation prévue par les statuts particuliers :	120	9	27	36
"- formation d'intégration	40	0	5	5
"- formation de professionnalisation	80	9	22	31
Formation de perfectionnement	201	18	45	63
Formation personnelle (hors congés formation)	7	0	1	1
Total Catégorie B	335	27	75	102
Pour les agents de catégorie C (y compris PACTE)				
Préparations aux concours et examens d'accès à la F.P.T.	9	0	2	2
Formation prévue par les statuts particuliers :	121	16	20	36
"- formation d'intégration	19	4	0	4
"- formation de professionnalisation	102	12	20	32
Formation de perfectionnement	269	44	45	89
Formation personnelle (hors congés formation)	0	0	0	0
Total Catégorie C	399	60	67	127
Pour les autres agents non classables dans une de ces catégories	0	0	0	0
TOTAL Toutes catégories	874	106	167	273

(*) Nombre de jours recensés justifiés par des attestations de formation au 31.12.2024

Jours de formation suivi par les fonctionnaires et contractuels sur un emploi permanent : un agent qui a suivi 2 types de formations est comptabilisé dans chaque type de formation.



III. Rémunération

Source : indicateur RSU2024 onglet 3.4.0

A. Salaires moyens (salaires du 01/01/2024 au 31/12/2024)

Fonctionnaires	Salaire brut moyen des hommes (en ETPR)	Salaire brut moyen des femmes (en ETPR)	Ecart (en %)
FILIERE ADMINISTRATIVE	47 046	31 700	32,62
Catégorie A	48 573	45 571	6,18
Catégorie B		34 616	
Catégorie C	25 660	27 927	-8,83
FILIERE TECHNIQUE	33 931	31 662	6,69
Catégorie A	61 520	66 652	-8,34
Catégorie B	37 152	35 062	5,63
Catégorie C	31 328	27 810	11,23
FILIERE CULTURELLE	28 436	33 968	-19,45
Catégorie A		53 499	
Catégorie B	30 095	34 270	-13,87
Catégorie C	27 008	27 970	-3,56
FILIERE SPORTIVE	36 697	27 644	24,67
Catégorie A	55 304		
Catégorie B	33 218	27 644	16,78
Catégorie C			
FILIERE SOCIALE		37 579	
Catégorie A		37 579	
Catégorie B			
Catégorie C			
FILIERE MEDICO-SOCIALE		29 790	
Catégorie A		51 172	
Catégorie B		28 237	
Catégorie C			
FILIERE ANIMATION	32 861	32 313	1,67
Catégorie B	36 595	33 485	8,50
Catégorie C	28 380	31 295	-10,27
Total	34 682	32 057	7,57

Contractuels sur emploi permanent	Salaire brut moyen des hommes (en ETPR)	Salaire brut moyen des femmes (en ETPR)	Ecart (en %)
FILIERE ADMINISTRATIVE	33 278	29 545	11,22
Catégorie A	33 931	37 410	-10,25
Catégorie B		32 321	
Catégorie C	22 394	24 541	-9,59
FILIERE TECHNIQUE	27 312	25 324	7,28
Catégorie A			
Catégorie B	31 010	24 464	21,11
Catégorie C	22 998	25 474	-10,77
FILIERE CULTURELLE	28 490	25 512	10,45
Catégorie A			
Catégorie B	28 490	25 330	11,09
Catégorie C		26 635	
FILIERE SPORTIVE	25 444	24 303	4,48
Catégorie A			
Catégorie B	27 931	24 700	11,57
Catégorie C	22 541	24 298	-7,79
FILIERE SOCIALE		26 819	
Catégorie A		26 819	
Catégorie B			
Catégorie C			
FILIERE MEDICO-SOCIALE		24 940	
Catégorie A			
Catégorie B		24 940	
Catégorie C			
FILIERE ANIMATION	24 272	27 185	-12,00
Catégorie B		26 933	
Catégorie C	24 272	28 972	-19,36
Total	28 324	26 849	5,21

A l'échelle nationale, dans la FPT, la rémunération moyenne nette mensuelle en ETP, est de :

*Femmes : 1 813 € / Hommes : 1 998 €
soit une différence de 185 € (les hommes gagnent 8,3 % en moyenne de plus que les femmes)*

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2021

Sur la totalité des agents, la rémunération brute moyenne annuelle masculine reste supérieure à celle des femmes aussi bien pour les titulaires que pour les contractuels.

B. Répartition des femmes et des hommes sur les emplois à responsabilité

	Femmes	Hommes	Total
Emplois fonctionnels	0	3	3
Postes de direction	3	5	8
Postes d'adjoint-e de direction	1	1	2
Postes de chef-fe de service / direction d'équipt/adj chef de service	15	10	25
Total	19	19	38

Le constat est identique à celui des années précédentes :

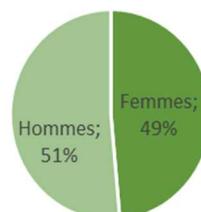
- Les emplois fonctionnels sont occupés par des hommes, alors que la part des femmes sur ces emplois est de 39 % dans les intercommunalités de 100 à 349 agents, selon l'édition 2023 des «10 familles d'indicateurs repères pour le pilotage des ressources humaines » élaborée par les centres de gestion issue des RSU 2021.
- Au total, l'équilibre est parfait entre femmes et hommes sur la totalité des postes d'encadrement.

C. Répartition des femmes et des hommes en catégorie A

Source : Indicateurs RSU2024 1.1.1 et 1.2.1

Catégorie A par filière	Femmes	Hommes	Total
administrative	8	12	20
technique	1	5	6
culturelle	3	0	3
sportive	0	1	1
médico-sociale	5	0	5
Total	17	18	35

Répartition femmes-hommes cadres A



Au sein de Flers Agglo, la répartition femmes/hommes en catégorie A est plus favorable aux hommes dans la filière administrative. Les filières culturelle et médico-sociale regroupent uniquement des femmes. Dans la filière technique, les hommes restent majoritaires.

D. Avancements de grade

Source : Indicateurs RSU2024 1.9.6.1.a, 1.9.6.1.b, 1.9.6.1.c, 1.9.6.2

Nombre de fonctionnaires ayant connu au cours de l'année 2024 un :	Hommes	Femmes
. avancement d'échelon :	43	61
- ayant atteint l'indice sommital de leur grade	0	0
- n'ayant pas atteint l'indice sommital de leur grade	43	61
. avancement de grade :	5	7
- au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents	4	5
- au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après une sélection par voie d'examen professionnel	1	0
- par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel	0	2

Avancements de grade dans l'année 2024 par filière et catégorie hiérarchique						
Filières	Suite à l'avancement de grade					
	CATÉGORIE A		CATÉGORIE B		CATÉGORIE C	
	Hommes 1.9.6.2(1)	Femmes 1.9.6.2(2)	Hommes 1.9.6.2(3)	Femmes 1.9.6.2(4)	Hommes 1.9.6.2(5)	Femmes 1.9.6.2(6)
FILIERE ADMINISTRATIVE	1	0	0	0	0	1
FILIERE TECHNIQUE	0	0	0	0	3	1
FILIERE CULTURELLE	0	0	0	0	0	1
FILIERE SPORTIVE	0	0	0	0	0	0
FILIERE SOCIALE	0	0	0	0	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE	0	0	0	0	0	0
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE	0	0	0	0	0	0
FILIERE POLICE MUNICIPALE	0	0	0	0	0	0
FILIERE INCENDIE ET SECOURS	0	0	0	0	0	0
FILIERE ANIMATION	0	0	1	2	0	2
TOTAL	1	0	1	2	3	5

Promouvables pour un avancement de grade :

Nombre de fonctionnaires	Hommes	Femmes
Promovable au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents"	25	27
Promovable au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après une sélection par voie d'examen professionnel	23	28
Total	48	55
<i>Champ : le tableau précédant concerne les fonctionnaires qui étaient <u>susceptibles</u> d'obtenir un avancement de grade au cours de l'année.</i>		

E. Promotion interne

Nombre de fonctionnaires ayant été inscrits sur liste d'aptitude :	Hommes	Femmes
. Promotion interne sans examen professionnel :	1	1
- dont nombre d'agents n'ayant pas été nommés dans la collectivité	0	0
. Promotion interne suite à un examen professionnel :	0	0
- dont nombre d'agents n'ayant pas été nommés dans la collectivité	0	0
- Réussite à un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité :	0	2
- dont nombre d'agents n'ayant pas été nommés dans la collectivité	0	0
Total	1	3
<i>Champ : le tableau précédant concerne les fonctionnaires ayant connu un avancement d'échelon, de grade ou une inscription sur liste d'aptitude au cours de l'année 2024.</i>		

IV. Temps de travail et articulation vie professionnelle – vie personnelle

A. Répartition temps complet / non complet

Source : indicateur RSU2024 1.1.1 et 1.2.1

	Femmes	Hommes	% F	% H
Temps complet	104	95	72%	90%
Temps non complet	23	6	16%	6%
Temps partiel	18	4	12%	4%
Total	145	105	100%	100%

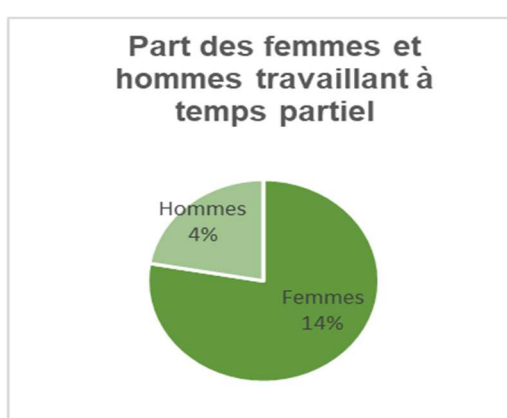
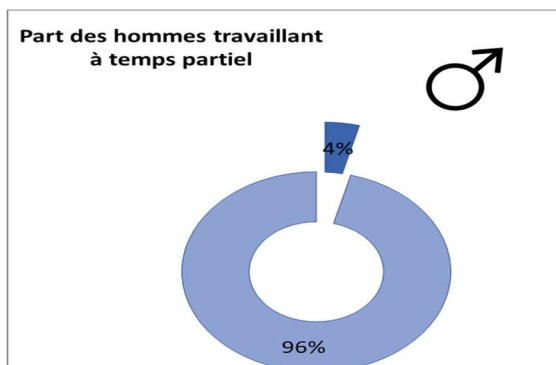
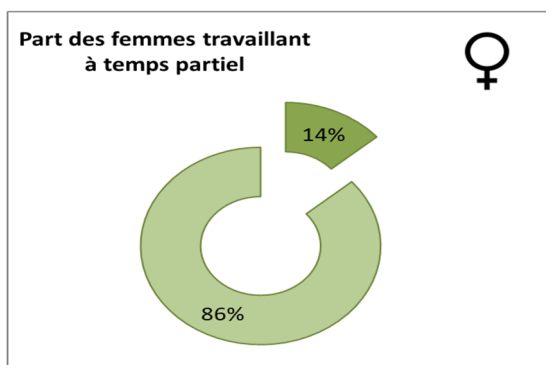
Sur le thème du temps de travail, les données restent similaires par rapport à 2023. Cette tendance s'explique notamment par les recrutements et la réintégration d'agents à temps complet. 72% des femmes et 90% des hommes travaillent à temps complet, contre 70% et 92% en 2023. Par ailleurs, 16% des femmes occupent un poste à temps non complet sur la totalité de la population féminine, ce qui est nettement inférieur à la tendance relevée pour les intercommunalités de 100 à 349 agents (26.6%).

Cependant, en proportion, le travail à temps partiel et à temps non complet concerne davantage les femmes. Notons que le travail à temps non complet peut être subi (contrairement au temps partiel qui est choisi) ce qui peut engendrer une certaine précarisation sociale.

B. Répartition des femmes et des hommes sur le temps partiel

Source : indicateurs RSU2024 2.3.3 et 2.3.5

Catégorie	Temps de travail	Femmes	Hommes
A	Temps partiel	1	0
	Temps complet	16	18
	Total	17	18
B	Temps partiel	8	1
	Temps complet	42	18
	Total	50	19
C	Temps partiel	8	3
	Temps complet	49	57
	Total	57	60
Total	Temps partiel	17	4
	Temps complet	107	93
	Total	124	97



Les femmes représentent 81 % des agents à temps partiel.

On observe les mêmes tendances par catégorie : les femmes sont plus nombreuses à travailler à temps partiel. Par ailleurs, nous constatons une diminution du nombre de temps partiel.

Sur le nombre total des femmes en poste sur un emploi permanent, la part des femmes à temps partiel est de 14%. Ce taux est légèrement plus élevé que la moyenne nationale pour les intercommunalités de 100 à 349 agents (11%).

Sur le nombre total des hommes en poste sur un emploi permanent, la part des hommes à temps partiel est de 4%. Ce taux est plus élevé que la moyenne nationale pour les intercommunalités de 100 à 349 agents (1%).

C. Congé parental

Source : indicateur RSU2024 1.4.1

Au 31/12/2024, nous n'avons aucun (e) agent (e) en congé parental.

V. Représentativité - Dialogue social
Source : indicateur RSU2024 6.1.0

D. Part des femmes et des hommes (titulaires et suppléants) au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée

Instances	Nombre de représentants du personnel titulaires Hommes	Nombre de représentants du personnel suppléants Hommes	Nombre de représentants du personnel titulaires Femmes	Nombre de représentants du personnel suppléants Femmes	Total
Comité social territorial	2	4	3	1	10
Formation spécialisée hygiène, de sécurité et des conditions de travail	3	4	2	1	10

VI. Actions mises en œuvre en matière de ressources humaines

Axe							Suivi
Axe	Axe	Objectif à atteindre		Actions	Indicateur/Livrable	Calendrier de mise en œuvre	Suivi
1	Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes	1 Améliorer le diagnostic et l'analyse des données et en tirer des actions correctives		Dresser un diagnostic à fin 2023 et à l'issue du plan 2024-2026	Présentation du diagnostic en CST	1 ^{er} trimestre 2024	Rapport DOB Flers Agglo présenté en CST du 22/03/2024 Plan d'actions égalité professionnelle 2024-2026 présenté et validé en CST du 22/03/2024
2	Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique	1 Favoriser la mixité des métiers	Etre sensibilisé par les accès aux hommes et aux femmes dans les métiers peu ou non mixtes, à compétences égales	Présence des collectivités dans les forums métiers, portes ouvertes des écoles	Nombre de participations	En continu	Participation au forum des métiers Flers Agglo/Ville de Flers du 21/11/2024 Participation forum des métiers au collège Sévigné le 11/04/2024
			Réduire la pénibilité physique des postes de travail et améliorer leur ergonomie, ce qui contribue à les rendre plus attractifs, tout en améliorant les conditions de travail de l'ensemble des salariés, femmes et hommes :	Etude de postes de travail (individuel/équipe/service/direction) Acquisition de matériel plus léger/adapté pour les services ayant des contraintes physiques type exosquelette...	Réalisation des deux études de services en cours Acquisition de matériel adapté	2024 2025-2026	Postes concernés - Agente des écoles maternelles , AVP Etude réalisée en 2024 - Electromécanicienne/Electromécanicien Etude à lancer - Agente/Agent de propreté Etude à lancer Budget 2025 pour les écoles : 38 260 €
3	Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale	1 Mettre en œuvre le nouveau protocole sur le temps de travail entré en vigueur au 01/01/2024 favorisant l'articulation vie professionnelle/vie personnelle		Questionnaire de satisfaction des agents vis-à-vis des nouvelles dispositions telles que les horaires individualisés, le cycle de 35 heures sur 4 jours, l'exercice du télétravail	Nombre d'agents satisfaits Agents précédemment à temps partiel réintégré à temps complet suite à changement de cycle	Fin 2024	Questionnaire en ligne du 26/11 au 13/12/2024 79 réponses 15/17 satisfaction changement de cycle 35/36 satisfaction horaires individualisés Au 01/01/2025 : Ville de Flers : 45 Flers Agglo : 59
				2 Télétravail	Nombre de télétravailleuses/télétravailleur		
		3 Parentalité – Ascendants : Accompagner les agents pour les dispositifs de garde sur le territoire ; personnes ressources pour les agents ayant des ascendants à charge	Identifier les besoins des agents en matière de garde d'enfants et/ou d'agents ayant des ascendants à charge via un questionnaire Proposer des actions en conséquence et/ou orientation vers les ressources existantes	Taux de participation au questionnaire	Fin 2025	A réaliser	
	Communication à destination des agents			2026	A réaliser		
4	Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes	1 Exercer son droit	Suivi et amélioration le cas échéant des procédures de protection des agents (procédures agressions, accidents...)	Présentation de points d'étape réguliers en FS ou CST	En continu	Pas de modification des procédures en 2024	

**Politique menée par Flers Agglo en matière d'égalité
entre les femmes et les hommes**

Volet territorial

Introduction

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 fixe le contenu du rapport qui comporte deux volets. La première partie du présent rapport présente le volet interne relatif à la politique de ressources humaines. Cette seconde partie s'attache à présenter le volet territorial qui concerne les politiques d'égalité menées sur le territoire de Flers Agglo.

Ces politiques d'égalité sont définies au sein de l'article 1^{er} de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Ces politiques comportent notamment :

- Des actions de prévention et de protection permettant de lutter contre les violences faites aux femmes et les atteintes à leur dignité
- Des actions destinées à prévenir et à lutter contre les stéréotypes sexistes
- Des actions tendant à favoriser une meilleure articulation des temps de vie et un partage équilibré des responsabilités parentales
- ...

I. Présentation générale de la collectivité

FLERS AGGLO est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) créé en 2000 (sous l'ancienne dénomination de Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, dite CAPF), faisant suite à la Communauté de Villes du Pays de Flers créée en 1994.

Au 1^{er} janvier 2017, le territoire intercommunal s'est étendu faisant passer l'agglomération de 25 communes à 42.

Les compétences l'agglomération sont actuellement les suivantes :

- **Compétences obligatoires :**
 - Développement économique
 - Aménagement de l'espace communautaire
 - Equilibre social de l'habitat
 - Politique de la Ville
 - Accueil des gens du voyage
 - Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- **Compétences optionnelles :**
 - Eau
 - Assainissement
 - Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie
 - Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
 - Création et gestion de maisons de services au public
- **Compétences facultatives :**
 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
 - Voirie
 - Enseignement privé
 - Enseignement supérieur
 - Archives
 - Contributions financières au C.A.S.D.I.S. de l'Orne
 - Petite enfance – Jeunesse – Famille
 - Centre de loisirs sans hébergement (CLSH – Accueil collectif de mineurs)
 - Actions et aides éducatives
 - Jeunesse Hors CLSH
 - Soutien à la parentalité

- Urbanisme
- Aménagement numérique du territoire
- Santé des populations et démographie médicale
- Développement de l'animation territoriale
- Actions en faveur du développement des itinéraires de randonnées et des pistes cyclables
- Publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi
- Aménagement des centre-villes et des centres bourgs
- Equipements sportifs

L'administration territoriale de l'agglomération s'inscrit dans le cadre d'un organigramme mutualisé entre l'EPCI et la Ville de Flers, qui décline 14 directions réparties en 5 pôles :

- Le Pôle de Développement du Territoire, avec les directions de l'Aménagement, de l'Attractivité du Territoire et de la Promotion, Animation et du Sport ;
- Le Pôle des Services à la Population, avec les directions du Développement Social Local, des Services au Public et de la Solidarité ;
- Le Pôle Culture, avec la direction de la Culture ;
- Le Pôle des Services Techniques, avec les directions des Espaces Publics, du Patrimoine et de l'Eau et l'Assainissement ;
- Le Pôle des Services d'appui, avec les directions de l'Administration Générale et des Marchés Publics, des Ressources Humaines, des Finances et des Systèmes d'Informations.

Aux 14 directions mentionnées ci-dessus, il convient d'ajouter la Direction de la Rénovation Urbaine directement rattachée à la Direction Générale, soit un total de 15 directions.

II. Le volet territorial de la politique d'égalité de la collectivité

A travers la mobilisation de différentes directions, la collectivité poursuit différents objectifs comme, par exemple, le développement de solidarités au sein d'un quartier, d'un territoire ou d'une société afin de tenter de réduire au maximum l'exclusion sociale.

De ce fait, la mise en œuvre des politiques contractuelles est portée à la fois par la Direction de la Rénovation urbaine (Projet de Rénovation Urbaine), par la Direction du Développement Social Local (Contrat de Ville) ainsi que par la Direction des Services au Public (Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles). Le Projet de Rénovation Urbaine et le Contrat de Ville sont fléchés en direction des quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont l'objet est de réduire les disparités sur ces territoires de ségrégation en veillant à favoriser le bon fonctionnement de ces quartiers. La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et le Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles possèdent un périmètre d'intervention plus large, à savoir celui de l'agglomération.

Au-delà du Contrat de Ville, la Direction du Développement Social Local assure la prise en charge de politiques publiques, autour de projets communs (Contrat Enfance Jeunesse, Projet Educatif, Projet Famille...), dans le champ de la petite enfance, de la jeunesse et de la famille en veillant à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants. L'animation et l'éducation citoyenne, la vie associative et la participation des habitants viennent compléter le portefeuille de cette direction qui veille à développer le mieux vivre ensemble et la mixité sociale.

Enfin, il convient de souligner que la Direction du Développement Social Local agit également en direction de groupes vulnérables en créant des espaces de rencontres et d'initiatives au sein des maisons d'activités agréées « centre social » tout en veillant à assurer l'égalité des chances de tous. Cette même direction assume désormais également la gestion des équipements et des services œuvrant dans le champ de l'hébergement spécifique (jeunes, gens du voyage) en veillant à y garantir l'accès des publics socialement fragilisés.

Le traitement de la précarité et du chômage, facteurs de l'exclusion sociale, sont immanquablement travaillés dans la cadre de l'organisation exposée ci-dessus, mais sont également appréhendés par d'autres directions (Direction de l'Attractivité du Territoire et Direction de la Solidarité).

A. Le Contrat de Ville de Flers Agglo

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 dite « Loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale » a refondu la Politique de la Ville afin de renforcer sa lisibilité, sa cohérence et son efficacité sur une géographie prioritaire resserrée. Cette refonte a introduit une nouvelle contractualisation à compter de l'année 2015 : le Contrat de Ville.

Le Contrat de Ville de Flers Agglo (période 2015-2020) a été signé le 3 juillet 2015 et mobilise un partenariat élargi. Il s'appuie sur trois priorités :

- Un pilier « cohésion sociale »
- Un pilier « cadre de vie et renouvellement urbain »
- Un pilier « développement de l'activité économique et de l'emploi »

Au-delà de ces trois priorités, trois axes transversaux sont mis en avant :

- La jeunesse
- **La promotion de l'égalité Femme/Homme**
- La lutte contre les discriminations

Concernant l'axe transversal « promotion de l'égalité Femme/Homme », la convention cadre du Contrat de Ville de Flers Agglo fait le constat que dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, l'égalité entre les femmes et les hommes peine encore à devenir une réalité, dans un contexte marqué par la précarité, l'isolement, les freins à la mobilité sociales et géographique et les préjugés persistants. Par ailleurs, les différences de traitement sont particulièrement marquées dans les domaines de l'emploi et de l'activité économique : taux d'emploi moindre des femmes (41,8 % sur l'IRIS Benardière-Saint Michel, 30,3 % sur l'IRIS La Géroudière, quand il est en moyenne sur la ville-centre de 50,2 % et de 61,2 % pour les hommes), emplois plus précaires (46,7 % des femmes de La Géroudière occupent un emploi précaire quand ils ne sont que 3,9 % chez les hommes)... Les chiffres publiés en décembre 2018 au sein des « fiches repères » de l'observatoire régional des quartiers normands confirment à nouveau la persistance de ces disparités.

Les principaux enjeux repérés au sein de la convention cadre du Contrat de Ville sont :

- Lutte contre les stéréotypes (orientation, choix professionnels ou d'activités)
- Promotion de la mixité dans les activités et actions
- Soutien au développement des pratiques sportives féminines
- Accompagnement des victimes de discriminations sexistes
- Sécurisation de la place des femmes dans l'espace public (marches exploratoires...)
- Levée des freins à l'emploi des femmes, notamment des cheffes de familles monoparentales (modes de garde, par exemple) et des femmes qui, après avoir élevé leurs enfants, rencontrent de grandes difficultés à s'insérer professionnellement

Conformément à la note technique du 07/08/2019 du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, l'appel à projets 2024 du Contrat de Ville de Flers Agglo, lancé le 8 janvier 2024, a intégré la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes comme critère d'instruction partenariale. Il est en effet demandé aux porteurs de projets d'intégrer cette dimension dans leur diagnostic de projet, de travailler la parité dans le déroulé de ce dernier ainsi que de souligner si les professionnels et les bénévoles ont été sensibilisés ou bien formés à la question d'égalité.

En ce sens, le recours à ce critère d'instruction dans l'appel à projets 2024 du Contrat de Ville de Flers Agglo, permet de prendre en compte l'expérimentation proposée dans la note technique du 07/08/2019 à savoir, la mise en place d'un budget intégrant l'égalité entre les femmes et les hommes appliqué au programme 147 Politique de la ville.

Un travail de refonte des Contrats de Villes a permis de définir le cadre de la contractualisation 2024-2030. Elle repose sur les principes suivants :

- Un recentrage sur les enjeux locaux les plus prégnants identifiés en lien avec les habitants, avec "des thématiques transversales" et une partie spécifique à chaque quartier, construite avec l'ensemble des acteurs locaux (habitants, élus, associations, bailleurs, acteurs publics et privés)

- Une mise en œuvre d'un volet investissement avec une réorientation sur des programmes de droit commun

Les thématiques transversales sont précisées ci-dessous :

- La cohésion sociale
- La jeunesse, la lutte contre les discriminations, l'égalité femmes-hommes
- Le renouvellement urbain et le cadre de vie
- Le développement économique et l'emploi

Dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, l'égalité entre les femmes et les hommes peine encore à devenir une réalité, dans un contexte marqué par la précarité, l'isolement, les freins à la mobilité sociale et géographique, et les préjugés persistants.

Si les difficultés sont particulièrement marquées en matière d'emploi et d'employabilité, notamment dans le cas de ménages monoparentaux, les différences de traitement touchent tous les domaines (éducation, sport, etc.) en raison de représentations sexuées persistantes.

Afin de tendre vers une réelle mixité dans les quartiers, l'effort doit principalement porter sur la lutte contre les stéréotypes, sur l'accès des femmes et particulièrement des jeunes filles aux activités et actions, ainsi que sur la levée des freins à l'emploi des femmes.

B. La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD)

La STSPD de Flers Agglo remplace l'ancien Contrat Local de Sécurité (CLS) datant de 1998, avec, là aussi, une forte dimension partenariale. Cette STSPD recouvre une programmation d'actions s'attachant à prendre en compte trois priorités :

- Actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance
- Actions pour la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes
- Actions pour améliorer la tranquillité publique

La STSPD de Flers Agglo a été signée le 25 septembre 2015 et constitue une annexe du Contrat de Ville de Flers Agglo. En effet, la prévention de la délinquance et la tranquillité publique constituent l'axe 5 du pilier « cohésion sociale ».

La STSPD de Flers Agglo mentionne diverses actions pour la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes :

- Accueillir, informer, orienter et accompagner les publics victimes de violences
- Animer une antenne de justice
- Prévenir les violences faites aux femmes par des temps forts (semaine de la prévention...)
- Développer des actions direction des victimes (groupes de paroles...)
- Mettre en place des marches exploratoires impliquant les femmes et concourant à réduire notamment le sentiment d'insécurité

1. Accueillir, informer, orienter et accompagner les publics victimes de violences

Cette action est portée par le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) qui a vocation à déployer cette dernière à l'échelle départementale incluant logiquement le territoire de Flers Agglo. Son activité est basée sur 3 axes: accès au droit / citoyenneté, respect, égalité / lutte contre violences sexistes.

Les données actualisées pour l'exercice 2024 n'ont pu être transmises, les éléments ci-dessous illustrent donc le niveau d'activités pour l'année 2023.

Sur l'axe 1 : à ce jour 139 permanences (121 en 2022) ont été réalisées par le pôle juridique sur le département permettant de recevoir 460 personnes (427 en 2022) dont 311 résidant sur le territoire de Flers Agglo et plus particulièrement 19 personnes issues des QPV de Flers.

Les demandes sont en lien avec le droit de la famille (pensions alimentaires, difficultés relationnelles au sein du couple ou entre parents séparés, droit de visite et d'hébergement, médiation familiale, droits des étrangers...).

L'axe 2 a été couvert par la mise en place de :

- 19 interventions à destination des enfants soit 339 enfants sensibilisés dont 266 en QPV
- 25 interventions pour des ados/jeunes adultes soit 342 jeunes sensibilisés
- Soit un total de 681 enfants /ados/ jeunes adultes contre 154 en 2022
- 17 interventions à destination des adultes soit 239 adultes sensibilisés contre 174 en 2022

Ces temps d'échanges organisés sur le territoire de Flers Agglo ont permis de sensibiliser 239 personnes (adultes et adolescents) à la prévention des violences sexistes et sexuelles, aux violences au sein du couple, à l'égalité et au respect mutuel soit une augmentation de 73% par rapport à l'année 2022 (174 personnes).

Enfin l'axe 3 a permis, via le service d'aide aux victimes du CIDFF, d'accompagner 115 personnes victimes de violences (153 personnes en 2022) en leur proposant un double accompagnement, à la fois juridique et psychologique.

2. Animer une antenne de justice

Cette action est portée par l'ACJM (Association pour l'Aide aux victimes, la Citoyenneté, la Justice et la Médiation). Son activité s'appuie sur deux services, un service de soutien et de prévention judiciaire et un service d'aide aux victimes et d'accès aux droits. Flers Agglo met à disposition de l'association une pièce au sein de la maison d'activités Emile Halbout permettant des présences hebdomadaires assurées par plusieurs professionnels de l'ACJM, chacun intervenant dans un domaine spécifique (prise en charge des auteurs ou des victimes). Dans ce cadre, sont reçus des majeurs et des mineurs.

En 2024, 255 entretiens ont été menés dans le cadre du service de soutien et de prévention judiciaire dont 107 au bénéfice de personnes résidant à Flers et 76 sur le territoire de Flers Agglo.

Il s'agit de mettre en œuvre des mesures de justice ordonnées par des magistrats des juridictions d'Argentan et Alençon (pour les mineurs) : contrôles judiciaires et mesures alternatives aux poursuites principalement.

Par ailleurs, en 2023, en lien avec la juridiction d'Argentan, le dispositif « Parcours Insertion et Soin » a été étendu au secteur de Flers. Il est dédié à des justiciables ayant commis une infraction, et qui connaissent à la fois des difficultés d'insertion et d'addiction. Ce dispositif est mené conjointement et en partenariat avec l'association Addictions France. La personne fait l'objet d'un suivi de 6 mois, à la fois auprès de l'intervenante sociojudiciaire de l'ACJM et de la professionnelle du CSAPA.

Par ailleurs, 71 victimes (49 femmes ; 22 hommes) ont été rencontrées, ce qui a représenté 74 entretiens. Pour 50 d'entre elles, l'infraction était une atteinte aux personnes (dont 19 des violences conjugales).

Concernant ces entretiens, il s'agit :

- de rencontrer des victimes à la demande du Parquet, pour leur notifier une décision de classement sans suite de leur plainte (pour des faits principalement d'atteintes aux personnes, souvent de nature sexuelle)
- de proposer des entretiens à des victimes au plus près de leur domicile, après un premier échange par téléphone

S'agissant plus spécifiquement de l'activité en lien avec les violences au sein du couple, l'ACJM anime depuis plus de 10 ans des stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes. Ces stages, sur orientation judiciaire, sont décidés soit en pré-sentenciel (alternatives à des poursuites devant le tribunal), soit en post-sentenciel (dans le cadre d'une condamnation). Un entretien individuel préalable est réalisé avant toute participation à la session collective.

Depuis 2023, et afin d'assurer une meilleure proximité avec les justiciables du territoire, ont été mises en œuvre des sessions à Flers. 5 sessions ont été organisées en 2024, preuve que cela correspond à un besoin pour le secteur de Flers et plus largement sur cette partie du département. Pour ce faire, une salle est mise à disposition de l'ACJM par la collectivité.

D'autre part, depuis 2021 et grâce à un financement du Ministère de l'Egalité entre les femmes et les hommes, l'ACJM a mis en œuvre le dispositif CPCA (« Centre de Prise en Charge des Auteurs ») spécifiquement dédié aux auteurs de violences conjugales. Le CPCA peut se mettre en œuvre soit dans le cadre d'une décision judiciaire, soit d'une démarche volontaire. Il s'agit d'assurer une prise en charge globale, pour une durée de 6 mois, dont l'objectif est de travailler avec l'auteur des faits sur les problématiques qu'il peut rencontrer (gestion des émotions, addictions, insertion, ...) ainsi que sur les faits commis dans un objectif de responsabilisation et, in fine, de non-répétition des faits. Les personnes suivies font, dans un premier temps, l'objet d'une évaluation, pour dégager des axes de travail (insertion, suivi psychologique, soins en addictologie, ...). Le tronc commun est la participation au stage décrit ci-dessus. Ensuite des modules complémentaires sont engagés, dans un cadre collectif ou non, en fonction des problématiques relevées lors de l'évaluation. Là encore, dans un souci de proximité, l'équipe dédiée du CPCA, composée d'une psychologue et d'intervenants socio-judiciaires, se rend régulièrement à Flers, pour y rencontrer les personnes suivies. 15 personnes ont fait l'objet d'un suivi à Flers au cours de l'année 2024.

3. Prévenir les violences faites aux femmes par des temps forts (semaine de la prévention...)

Dans le cadre de la journée internationale de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes le 25 novembre, a été organisée du 23 au 27 novembre 2015 à Flers, la semaine de prévention des violences faites aux femmes. L'organisation de cette semaine a mobilisé les services de l'Etat, le Conseil Départemental, Flers Agglo ainsi que le tissu associatif permettant de sensibiliser 2 200 personnes.

Tout au long de cette semaine, diverses actions ont été organisées sur les thèmes élargis du sexisme ordinaire, du respect entre les femmes et les hommes et de la place fondamentale des femmes dans notre société. Ces actions ont pris la forme :

- d'un concours d'affiches pour les établissements scolaires, les associations et les structures d'insertion
- de sessions de sensibilisation au respect entre les filles et les garçons (établissements scolaires, associations spécialisées...)
- d'ateliers spécifiques dans les centres socioculturels
- de permanences de professionnels
- de ciné-débats
- de conférences proposées aux professionnels
- de manifestations culturelles pour le grand public (ciné-débat, pièce de théâtre-débat)
- d'expositions

La STSPD de Flers Agglo précise que ce type d'action peut être développé et adapté tant sur la forme que sur le fond.

En 2019, Flers a de nouveau accueilli du 25 au 29 novembre cette manifestation portée par l'association l'Etape. Toutefois, cette semaine n'était pas uniquement dédiée à la prévention des violences faites aux femmes mais abordait une thématique plus large qu'est l'égalité entre les femmes et les hommes pour une parfaite adéquation avec les orientations nationales.

Cette semaine a été ponctuée par différents temps à destination tant des professionnels, des scolaires que du grand public comme :

- Une conférence interinstitutionnelle « Impacts des violences conjugales sur les enfants exposés » avec tables rondes et une conférence décalée « Le consentement » avec débat
- Deux pièces de théâtre « Perce neige et les trois ogresses » et « Je suis au TOP » de Blandine Metayer
- Des expositions photos « Histoires d'elles » et « Tous mes droits d'enfants »
- Des ateliers autour d'un mur d'expression, de jeux, de créatrices...
- Une initiation avec un parcours vélo et une démonstration de l'équipe féminine du FC Flers
- Des scènes ouvertes avec des artistes femmes « Toutes en scène! »
- Une séance d'information de la CAF « Un congé parental pour le père et la mère c'est possible! »
- Une présentation de la DIRECCTE sur les obligations légales des entreprises
- Une intervention du cabinet Stuart et Spencer « Egalité professionnelle : plafond de verre » et d'AEF Normandie « Coaching de femmes »

Le bilan effectué de cette seconde édition montre que plus de 2200 personnes ont été sensibilisées lors de cette semaine. Il permet, par ailleurs, de souligner la satisfaction générale des participants et des intervenants pour la conférence interinstitutionnelle de la journée d'ouverture ainsi que le succès de la journée dédiée à la place des femmes dans l'espace public, menée au sein de la maison d'activités Emile Halbout. Il est à noter, le lien effectué, entre cette journée consacrée à la place des femmes au sein de l'espace public et les marches exploratoires initiées sur le territoire (voir point 5). En effet, lors de la marche relative au quartier Saint Sauveur, et plus particulièrement lors de l'arrêt effectué au niveau du parc urbain, les femmes avaient émis le souhait qu'une action soit mise en place afin de développer leur présence dans les espaces de loisirs. Cette recherche de transversalité et de continuité, permet d'éviter les fonctionnements en silos et d'apporter du sens aux différentes actions entreprises.

La semaine de l'égalité entre les femmes et les hommes a, à nouveau, cette année été déployée sur le territoire de Flers Agglo (La Ferté-Macé) du 22 au 27 novembre 2021. Cette manifestation a pour objectif d'aborder les problématiques des stéréotypes, des discriminations, des violences intrafamiliales afin d'impulser une dynamique locale et engager diverses actions.

Deux thématiques sont retenues pour cette édition, les femmes et le sport et les femmes et la ruralité.

La programmation de cette semaine est construite sur :

- Une rencontre sur le thème « Violences sexistes et sexuelles dans le sport : repérer pour prévenir ces violences » à destination des professionnels
- Un théâtre-débat « Noémie, Fatima, Maëlys et les autres », pour les élèves du lycée Flora Tristan
- Des ciné-débats « Slalom », « Les joueuses #pas là pour danser », « We want sexe equality » et « La terre des hommes » pour le grand public
- Un quiz, des jeux et une exposition « L'égalité s'invite à la Parent'aise du jeu : l'égalité ça s'apprend » pour le grand public
- Une séance de sensibilisation « La mixité des métiers et l'égalité entre les filles et les garçons » pour les élèves de 4^{ème} du collège Jacques Brel
- Un stand d'information du CIDFF sur les violences faites aux femmes pour le grand public
- La visite de l'entreprise Manuvit
- Des tables rondes « Les filles en milieu rural : qu'est ce qui conditionne leur orientation professionnelle ? »
- Une initiation au Krav Maga (technique de self défense pour les femmes)
- Une formation « femmes dirigeantes sportives »

Ainsi, le territoire s'est mobilisé à de multiples reprises depuis 2015 pour décliner localement ce temps fort. Flers Agglo poursuivra son engagement à l'avenir par l'intermédiaire de cette semaine dédiée ou bien à travers toute action jugée appropriée pour mettre en lumière ces questions.

Enfin, par l'intermédiaire du Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles (cf. point 2.C. ci-après), il sera recherché, à ce que les différentes initiatives menées sur le territoire par les partenaires dans le cadre de la semaine de l'égalité ou bien autour de la journée du 25 novembre, puissent bénéficier d'une forme de coordination non seulement pour éviter les actions parfois similaires et impulsées de manière isolée, mais également pour favoriser les complémentarités. Naturellement, ce mode opératoire sera conduit quand bien même le territoire ne serait pas « officiellement » retenu à l'échelle départementale pour accueillir la semaine de l'égalité.

En ce sens et dans le cadre des actions initiées le 25 novembre 2024 « journée internationale de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes » les services de l'Etat dans l'Orne ont proposé une journée de formation réservée aux professionnels pouvant être confrontés à des situations de violences au sein du couple.

En 2024, c'est donc à Flers que s'est déroulée cette journée, compte tenu de la dynamique engagée par les partenaires du territoire sur ces problématiques de violences intrafamiliales. La date retenue était le jeudi 28 novembre de 9h à 17h.

Le thème, choisi après sondage des attentes des professionnels, était :

« Violences conjugales : un défi pour la parentalité » et était animé par Karen Sadlier, psychologue clinicienne, membre du groupe de travail enfant de la MIPROF (Mission Interministérielle pour la PROtection des Femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

L'organisation de cette action était pilotée par l'association l'Etape. Toutefois, cette dernière s'appuyait également sur la collectivité et plus particulièrement sur le coordonnateur « Prévention – Tranquillité publique » par exemple dans la mobilisation du réseau d'acteurs locaux ou bien dans le recours à un site adapté pour accueillir une telle conférence. Le centre Madelaine Louaintier a été retenu et mis à disposition gratuitement.

Cette journée et son thème étaient en parfaite adéquation avec les attentes (format et sujet) formulées par les partenaires locaux impliqués dans la co-élaboration du CLVSS.

Cette conférence a réuni plus de 220 professionnels provenant des départements de l'Orne, du Calvados et de la Manche.

4. Développer des actions en direction des victimes (groupes de paroles...)

Des groupes de paroles et des séances de soutien psychologique ont été mis en place sur le territoire, à Flers, dès 2014 par le CIDFF, permettant d'apporter une écoute et un soutien aux personnes victimes de violences, après une analyse de la situation et des besoins de la personne.

Les données actualisées pour l'exercice 2024 n'ont pu être transmises, les éléments ci-dessous illustrent donc le niveau d'activités pour l'année 2023.

Au 25/11/2023, 143 femmes ont été reçues en entretien individuel par la psychologue du CIDFF, soit 402 heures de suivis contre 338 en 2022.

En 2023 pour Flers Agglo, 59 femmes ont bénéficié du soutien psychologique du CIDFF contre 39 en 2022 pour 161 heures de suivis individuels.

En 2023, 18 séances de groupes de paroles ont été organisées (7 en 2022). 9 femmes en ont bénéficié (11 en 2022) pour un total de 66 participations (51 en 2022).

Ces groupes permettent de :

- proposer des espaces d'écoute, de parole et d'échange pour comprendre et décrypter le processus des violences
- restaurer la confiance en soi
- partager des expériences de la vie quotidienne et de recréer du lien
- sortir de l'isolement, de la culpabilité, de retrouver une autonomie et développer ses compétences psychosociales

Ces groupes ont lieu deux fois par mois. Ils sont encadrés par deux salariées du CIDFF (psychologue et juriste).

5. Mettre en place des marches exploratoires impliquant les femmes et concourant à réduire notamment le sentiment d'insécurité

Une femme sur trois éprouve un sentiment d'insécurité dans son quartier (contre 1/5 dans les agglomérations environnantes). Ceci a pour conséquence la mise en place de stratégies d'évitement et de désertion des espaces publics, de ce fait les femmes restreignent leurs activités et leurs participations à la vie collective. Le sentiment d'insécurité s'avère être régulièrement mis en avant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Flers (QPV).

De ce fait, Flers Agglo a fait le choix, en 2018, d'engager la réalisation de marches exploratoires, portées par le CIDFF, en lien étroit avec les partenaires et le Conseil Citoyens. Ces marches ont mobilisé un public mixte mais avec une large majorité de femmes :

- réunions de présentations aux habitants (18 femmes / 9 hommes)
- marches exploratoires (16 femmes / 6 hommes)
- réunions de restitutions aux habitants (10 femmes / 4 hommes)
- réunion de préparation à la restitution finale (8 femmes / 5 hommes)
- ...

Il convient de préciser que le recours à des groupes mixtes était une proposition des professionnels, mais partagée par les habitants, le but recherché étant de croiser les points de vue, les ressentis...

Les femmes ont donc activement participé à tout le processus de mise en place des marches exploratoires. Trois marches ont été réalisées en juin et octobre 2018 (Saint Michel, Saint Sauveur, Pont-Féron). Cette participation dans la durée, a permis de recueillir leurs points de vue à différentes étapes de l'action mais également de rassembler leurs propositions d'actions correctrices pour endiguer les problématiques observées. Cela s'est traduit par 68 souhaits d'actions qui ont été discutés avec les professionnels, certaines propositions n'ont pas été jugées prioritaires, les autres seront mises en œuvre selon un échéancier adapté et cohérent (court, moyen et long termes).

« L'expertise d'usage » des femmes s'avère précieuse, les observations formulées n'étant pas toujours « attendues ».

Les marches exploratoires permettent de poursuivre plusieurs objectifs :

- Evaluer la sécurité et la qualité du cadre de vie des QPV de Flers
- Rendre les QPV plus sûrs et accessibles à tous, en réduisant le sentiment d'insécurité
- Solliciter l'avis et l'expertise des habitant(e)s en leur confiant l'élaboration d'un diagnostic
- Permettre aux habitant(e)s de contribuer à l'amélioration de leur environnement par des recommandations d'aménagement devant aboutir à des changements concrets
- Adapter de manière constante les aménagements et les dispositifs de sécurité
- Impulser une dynamique locale de participation d'habitant(e)s (contribution aux projets de renouvellement urbain, de GUP, de schéma local de tranquillité publique...)
- Renforcer la place et le rôle des femmes dans la vie locale
- Inciter les habitant(e)s à s'inscrire dans de nouvelles dynamiques participatives (Conseil Citoyens, jardins partagés...)

Cette action a bénéficié d'une évaluation particulièrement positive de la part des habitantes, tant sur la forme que sur le fond. Elles souhaitent que les marches puissent être reconduites à différents moments de l'année et de la journée. Les habitantes apprécient également d'être associées dans la durée, notamment pour pouvoir être informées dans le temps de l'état d'avancement des actions.

Il a été décidé en 2022, lors de la redéfinition des conventions d'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) co-construites entre la collectivité, l'Etat et les bailleurs sociaux (Orne Habitat et Logissia), de reconduire une nouvelle série de marches exploratoires en 2023.

Par conséquent, deux marches ont été réalisées en novembre 2023, une sur le quartier Saint Sauveur le 15/11/2023 et une sur le quartier Saint Michel le 29/11/2023. La marche sur Saint Sauveur a mobilisé un public exclusivement féminin alors que la marche sur Saint Michel a mobilisé un public mixte. Le niveau de participation est relativement similaire à celui de 2018. L'analyse de ces exercices est actuellement en cours et une restitution sera programmée en début d'année 2024.

Ces deux nouvelles marches permettent de mettre à jour les diagnostics nécessaires à l'actualisation de la STSPD de Flers Agglo ainsi qu'à la construction du Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles (CLVSS)

A la demande des participantes et des participants, de nouvelles marches devaient être organisées dans le courant de l'année 2024 plutôt autour de la période estivale afin de pouvoir bénéficier d'un point de vue différent et complémentaire sur le fonctionnement des espaces publics

Néanmoins, ces dernières n'ont pas pu être réalisées du fait d'une conjonction de facteurs (évolution de portage au sein de la collectivité en matière de suivi des conventions d'abattement de TFPB doublée du mouvement de personnels du CIDFF - direction et agent chargé du volet opérationnel des marches).

C. Le Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles (CLVSS)

La Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations attache une grande importance à une déclinaison opérationnelle des engagements pris au niveau national en matière de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles sur les territoires.

Elle souhaite à cet égard que les réponses offertes aux femmes victimes de ces violences soient le plus efficaces possibles, via un partenariat formalisé entre les différents acteurs locaux concernés au sein de « **contrats locaux sur les violences sexistes et sexuelles** », tel qu'annoncé à l'été 2018.

Il s'agit notamment de renforcer cette action partenariale à un niveau infra-départemental (en favorisant le partage d'informations entre les forces de l'ordre, le parquet, les acteurs du champ sanitaire et social, les élus locaux...) afin de repérer le plus en amont possible les femmes victimes de violences et améliorer leur prise en charge via l'organisation d'un maillage opérationnel.

Concrètement, le Contrat Local sur les Violences Sexistes et Sexuelles devra permettre de travailler les actions suivantes :

- Renforcement de la coordination des acteurs
 - Formalisation des rôles et missions des institutions concernées
 - Création d'un réseau pluridisciplinaire de professionnels
 - Désignation de référents « violences faites aux femmes » dans les institutions
 - Adoption du partage d'informations à caractère confidentiel
- Elaboration d'outils et d'actions appuyant la coordination des acteurs
 - Création d'outils de communication type référentiel (contacts, démarches...)
 - Nomination d'un référent au sein des CLSPD/CISPD
 - Organisation de formations en directions des professionnels concernés
- Mise en place d'actions fluidifiant les parcours de sortie des violences
 - Amélioration du repérage et de l'orientation des victimes
 - Adoption de schémas d'organisation internes et propres à chaque acteur
 - Définition de procédures et circuits entre les acteurs devant améliorer l'accueil et le parcours des victimes

Ces modalités d'organisation et d'actions à l'échelon infra-départemental ont d'ores et déjà démontré leur efficacité en s'intégrant à l'architecture des instances locales de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD), qui disposent d'un cadre et des outils ad hoc, notamment via l'échange d'informations confidentielles dans le cadre des groupes thématiques des CLSPD/CISPD.

La nouvelle Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance va ainsi permettre de promouvoir la conclusion et la généralisation des « Contrats Locaux sur les Violences Sexistes et Sexuelles » au sein des STSPD des CLSPD/CISPD (soit au travers d'un axe spécifique d'actions sur ce champ, soit par une annexe dédiée).

Flers Agglo a donc initié cette démarche lors d'un CISPD avec une présentation réalisée par la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité. Cette première étape a été suivie d'un travail de diagnostic et d'état des lieux. La réalisation et la diffusion d'un questionnaire, adressé à l'ensemble des acteurs impliqués dans ce champ, est venue compléter ce travail.

Toutefois, la finalisation de ce contrat et sa mise en œuvre ont dû être repoussées. C'est à la rentrée 2022 que la collectivité et la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité ont décidé de réimpulser la démarche.

La collectivité a fait le choix de s'appuyer sur un opérateur, à savoir le CIDFF, pour l'épauler dans cette mission. Par ailleurs, elle a été subventionnée par la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité pour la mise en œuvre de ce contrat.

Concrètement, une toute première rencontre de lancement a été organisée le 2 février 2023 et avait pour objectif de présenter aux partenaires la démarche, le diagnostic et l'état des lieux de l'existant à l'échelle locale. Il s'agissait également d'engager le travail de co-construction avec les professionnels mobilisés.

Cette réunion de lancement a mobilisé très largement sur le territoire, puisque plus de 70 partenaires différents ont participé à cette rencontre. La pluralité des champs professionnels représentés a permis à ce contrat de prendre en compte toutes les facettes de la gestion des situations de violences.

Cette première étape fédératrice a été suivie par la création et la diffusion, à l'ensemble des partenaires, d'un questionnaire devant permettre d'affiner l'état des lieux et le diagnostic à l'échelle du territoire.

L'analyse des réponses apportées a abouti à la mise en place de 5 groupes de travail thématiques :

- Prévention (public ciblé, mode opératoire, différence entre information et prévention...)
- Repérage (en amont, en aval...)
- Accompagnement (social, insertion professionnelle, accès au droit, au logement...)
- Prise en charge des enfants co-victimes des violences au sein du couple
- Réparation psychique des victimes de violences sexistes et sexuelles

Ces différents groupes de travail ont été tenus en juin et à l'automne 2023, ils ont mobilisé une vingtaine de partenaires à chaque date, permettant ainsi d'engager une dynamique de réseau à l'échelle locale. Les synthèses sont actuellement en cours de rédaction et permettront d'acter la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions ainsi que la tenue de réunions de réseau à fréquence régulière.

La poursuite de la construction de ce contrat n'a pas pu être engagée comme prévue en 2024. Les causes ont été abordées lors d'une rencontre dédiée avec la Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité. Il en résulte une relance à compter de l'exercice 2025

D. Projet Territorial de Cohésion Sociale

Dans le cadre du Projet Territorial de Cohésion Sociale, plusieurs associations déposent des demandes de subventions dans tous les champs de compétences couverts par la collectivité : petite enfance, jeunesse, familles, animation, prévention, insertion sociale...

Plusieurs associations œuvrent dans le champ de la prévention et se voient octroyer des subventions pour les actions qu'elles mettent en œuvre sur le territoire de Flers Agglo. Même si les actions retenues par la collectivité ne concourent pas toutes directement à l'égalité entre les femmes et les hommes, elles y concourent indirectement par les services qu'elles déploient ainsi que par les thématiques et les problématiques qu'elles prennent en charge.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les actions portées par le CIDFF, qui ont été présentées dans la partie dédiée à la STSPD, mais de préciser le soutien financier apporté par la collectivité à cette association avec pour l'année 2024 l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 21 900€. Cette dernière a été complétée par une seconde subvention de 1 800€ pour l'action « Prise en charge de la santé mentale des victimes de violences au sein de leur couple ». Enfin, l'association a également bénéficié en 2024 d'une subvention exceptionnelle de 8 500€ pour l'animation du réseau VIF du territoire.

Parmi les autres actions retenues et donc financées, on peut présenter :

- L'espace rencontre porté par A'DOM 61 (subvention attribuée d'un montant de 2 500€)
- La médiation familiale portée par la Fondation Normandie Générations (subvention attribuée d'un montant de 2 000€)
- L'accès au droit, à la justice et aux modes alternatifs de règlements des litiges porté par le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (subvention attribuée d'un montant de 1 000€)

1. L'espace rencontre

La monoparentalité et les situations de séparation s'avèrent importantes sur le territoire, la CAF a répertorié 816 familles monoparentales sur le Bocage dont 418 sur Flers Agglo. La création d'un espace rencontre à Flers a permis de mieux mailler le territoire (prise en compte du besoin et des problématiques de mobilité) et d'apporter une complémentarité à la médiation familiale portée par la Fondation Normandie Générations.

Un espace rencontre est un lieu d'accueil neutre Parents-Enfants (ou grands-parents - petits-enfants) à l'intérieur duquel un parent et un enfant peuvent, pendant une période donnée et transitoire (environ 6 mois), développer, restaurer ou reprendre des relations pour qu'à l'avenir ces dernières puissent s'effectuer sans intermédiaire.

Il permet l'exercice du droit de visite à l'intérieur des locaux (en référence aux décisions judiciaires s'il en existe) ou bien à l'extérieur, ainsi le parent qui ne vit pas habituellement avec l'enfant utilise l'espace rencontre comme relais.

Un espace rencontre permet d'instaurer, de faciliter ou de maintenir des relations intrafamiliales dans un cadre neutre, sécurisant et soutenant. Il participe également à prévenir la dégradation des liens parents-enfants et à soutenir les parents dans leur fonction parentale.

En 2024 (données consolidées au 31/12/24), l'espace rencontre de Fiers a reçu 32 dossiers dont 4 accords conventionnels. 25 familles différentes ont été accueillies. Face à cette forte hausse des demandes, une liste d'attente a été mise en place. Au 31/12, on compte 2 dossiers en attente. Pour répondre à cette demande, 3 créneaux d'ouverture supplémentaires ont été créés en novembre, le mercredi matin permettant d'accueillir 3 situations. A compter de janvier, 3 créneaux supplémentaires seront ouverts le mercredi matin portant la file active potentielle à 15 situations contre 9 au 1^{er} janvier 2024 (hors passage de bras).

Plusieurs problématiques ont amené à une orientation, souvent incluant deux problématiques simultanées (rupture de lien dans plus de 100% des cas, violences intrafamiliales/conjugales dans 33%, addictions dans 20%). Dans 5 dossiers, l'autorité parentale est exclusive dont 4 à la mère. Enfin, au cours de cette année, 3 rencontres par visioconférence ont été mises en place pour les personnes sur liste d'attente ou compte tenu de l'éloignement géographique d'un des parents.

2. La médiation familiale

La médiation familiale a été institutionnalisée par la loi sur l'autorité parentale du 04/03/2002 et par la création du diplôme d'état de médiateur familial.

De manière générale, la médiation familiale propose un espace dans lequel des personnes en conflit, au sein d'une même famille, acceptent librement de se rencontrer pour parler en présence d'un tiers, le médiateur familial. Ce dernier soutient et renforce les capacités des adultes concernés à choisir leurs solutions plutôt que celles-ci ne leur soient imposées.

La médiation familiale permet d'apporter une aide pour les enfants, les parents, la famille élargie, vivant une situation de divorce, de séparation ou de rupture du lien familial. Elle permet d'organiser la vie quotidienne, d'instaurer la communication dans l'intérêt de l'enfant et d'élaborer des solutions équitables pour tous.

Les situations suivantes peuvent relever de la médiation familiale :

- Les personnes (sous toute forme d'unions) qui envisagent ou vivent une situation de séparation (avant, pendant ou après)
- Les parents dans une situation de réorganisation de la vie familiale suite à une recomposition familiale
- Les grands-parents qui souhaitent préserver des liens avec les petits enfants malgré une rupture familiale
- Les fratries en désaccord dans la prise en charge ou une décision concernant un parent âgé dépendant
- Les situations concernées par un contexte de Handicap
- Les jeunes adultes en situation conflictuelle et/ou de rupture du lien familial
- Les fratries en relation conflictuelle dans le contexte d'une succession
- Les parents en situation tendue voire conflictuelle avec un adolescent

Les médiations familiales sont exercées dans le cadre judiciaire (médiations familiales judiciaires pour les affaires civiles) ou dans un cadre extra-judiciaire (médiations familiales spontanées ou conventionnelles).

	2022	2023	2024
Nombre de dossiers traités	24 (18 clôturés et 6 en cours)	25 (17 clôturés 8 en cours)	43 (32 clôturés et 11 en cours)
Nombre de dossiers en conventionnel et en judiciaire	13 en conventionnel 11 en judiciaire	6 en conventionnel 19 en judiciaire	21 en conventionnel 22 en judiciaire
Nombre d'entretiens d'accueil et séances	28 entretiens d'info 32 séances	38 entretiens d'infos 45 séances	69 entretiens d'infos 55 séances
Processus	9 processus	14 processus	19 processus
Nombre de participants dont enfants concernés	42 participants et 31 enfants	48 participants et 36 enfants	81 participants et 56 enfants

3. L'accès au droit, à la justice et aux modes alternatifs de règlements des litiges

La collectivité a été sollicitée par la Présidente du Tribunal Judicaire d'Alençon, au sujet du Groupement d'Intérêt Public (GIP) - Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Orne (CDAD 61) dont la mission est de rendre accessible aux concitoyens les plus en difficulté le droit et la justice.

En ce sens, différents objectifs sont poursuivis par le CDAD 61 comme favoriser l'accès au droit et à la justice, développer et renforcer les modes alternatifs de règlement des différends, impulser/participer à des actions/manifestations sur le territoire de Flers Agglo tout en y associant la collectivité et enfin former les agents de la Maison France Services de Briouze aux thèmes de l'accès au droit et à la justice.

L'article 56 de la loi du 10 juillet 1991 prévoit que le président du CDAD peut appeler à siéger, au CDAD de son département, des représentants de toute collectivité territoriale. Ainsi, chaque collectivité possède une voix consultative concernant les décisions prises par le GIP et participe aux délibérations du Conseil d'Administration du CDAD, qui se réunit deux fois par an.

Par conséquent, la Présidente du Tribunal Judicaire d'Alençon et du CDAD 61, a proposé à Flers Agglo d'adhérer au GIP, en qualité de membre associé, permettant ainsi à la collectivité d'être plus étroitement associée aux activités mises en œuvre.

Bien entendu, l'adhésion d'un nouveau membre doit être soumise aux délibérations de l'Assemblée Générale du CDAD, en application de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, modifiée par la loi du 18 décembre 1998. Cette décision a été ratifiée lors de l'Assemblée Générale du 18 mars 2021. L'adhésion de Flers Agglo au CDAD 61 fait l'objet d'un avenant à la convention constitutive afin d'établir les modalités de cette adhésion.

En 2024, l'activité du CDAD au profit du territoire peut être qualifiée ainsi :

- 40 permanences téléphoniques réalisées (pour 28 bénéficiaires de Flers et 12 de Flers Agglo)
- 15 bénéficiaires de Flers Agglo reçus lors des permanences physiques réalisées par le CIDFF
- 69 bénéficiaires de Flers reçus lors des permanences physiques au CIDFF
- 51 bénéficiaires de Flers reçus par téléphone
- 48 bénéficiaires de Flers reçus lors des permanences au commissariat de police de Flers
- 112 bénéficiaires reçus lors des permanences mensuelles des avocats au tribunal de proximité de Flers
- 2 bons de consultation délivré (1 Flers et 1 Flers Agglo)
- 1 tribunal junior au collège Sévigné de Flers en mars 2024
- 1 présentation des métiers de la justice au collège Charles Léandre (La Ferrière aux Etangs) avec la Présidente du tribunal
- 1 séance Educdroit à Flers en juin 2024 avec Maître BARRY
- 1 classe de 17 élèves a assisté à l'audience du 28 novembre 2024 lycée les Andaines la Ferté Macé + temps d'échange pro du droit
- 2 classes avec 60 élèves ont assisté à l'audience du 12 décembre 2024 lycée Saint Thomas d'Aquin + temps d'échanges avec professionnels du droit

Présence du CDAD à la conférence interinstitutionnelle « **Violences conjugales : un défi pour la parentalité** » du 28 novembre 2024 mise en place par Flers Agglo et l'association l'Etape dans le cadre des actions initiées le 25 novembre « journée internationale de prévention et de lutte contre les violences faites aux femm les violences faites aux femm